

Décret

du

concernant l'initiative constitutionnelle « Fumée passive et santé » (votation populaire)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 125 de la loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques;

Vu le décret du 12 septembre 2007 concernant la validation de l'initiative constitutionnelle « Fumée passive et santé »;

Vu le message du Conseil d'Etat du _____ ;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète :

Art. 1

L'initiative est soumise au vote du peuple; elle propose de modifier la Constitution cantonale comme il suit:

Art. 68a (nouveau) b) Fumée passive

¹ L'Etat et les communes prennent des mesures contre les atteintes à l'hygiène et à la santé de la population, résultant de l'exposition à la fumée du tabac, dont il est clairement établi, sur des bases scientifiques, qu'elle entraîne la maladie, l'incapacité et la mort.

² En particulier, il est interdit de fumer dans les lieux publics intérieurs ou fermés, tout particulièrement dans ceux qui sont soumis à une autorisation d'exploitation.

³ Sont notamment concernés:

- a) tous les bâtiments ou locaux publics dépendant de l'Etat et des communes ainsi que de toutes autres institutions de caractère public;
- b) tous les bâtiments ou locaux ouverts au public, notamment ceux qui sont affectés à des activités médicales, hospitalières,

parahospitalières, culturelles, récréatives, sportives ainsi qu'à des activités de formation, de loisirs, de rencontres, d'exposition;

- c) tous les établissements publics au sens de la législation sur la restauration, le débit de boisson et l'hébergement;
- d) les transports publics et les autres transports professionnels de personnes;
- e) les autres lieux ouverts au public tels que définis par la loi.

Art. 2

¹ En même temps que l'initiative, un contre-projet du Grand Conseil est soumis au vote du peuple.

² Le Grand Conseil propose de modifier la Constitution cantonale comme il suit :

Art. 68 al. 2 (nouveau)

² Il [*l'Etat*] prend des mesures contre les atteintes à la santé de la population résultant de l'exposition à la fumée du tabac.

Art. 3

Le Grand Conseil recommande au peuple de rejeter l'initiative et d'approuver le contre-projet.

Art. 4

Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.